



Retrouver l'envie d'Europe

Note de réflexion numéro 1 :
L'Europe à la croisée des chemins

Table des matières

A propos de l’Institut Sapiens.....	2
Introduction.....	3
L’Europe à la croisée des chemins.....	4
Souverainisme vs progressisme.....	5
Un paysage politique en évolution.....	6
Le cas particulier de la France.....	7
La persistance de résistances.....	8
Des incertitudes politiques.....	8
Etablir un programme clair.....	9
Les consultations citoyennes.....	11
Plus de transparence au sein de la Commission.....	12
Un scénario à l’américaine.....	12
Que faudrait-il dans un programme européen ?.....	13

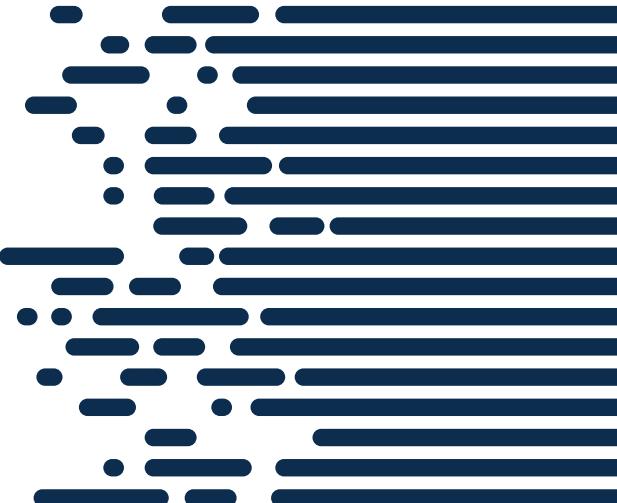
À propos de l’Institut Sapiens

L’Institut Sapiens est la première « think tech » française. Organisme indépendant à but non lucratif, sa vocation est de peser sur le débat économique et social français contemporain par la diffusion de ses idées et d’innover par ses méthodes, son ancrage territorial et la diversité des intervenants qu’il mobilise, afin de mieux penser les enjeux vertigineux du siècle.

Impulsé par Olivier Babeau, Laurent Alexandre et Dominique Calmels, en partenariat avec la chaire Capital Humain de l’université de Bordeaux, Sapiens a vocation à définir le rôle de l’humain dans une société bouleversée par le numérique. Son axe principal de travail est l’étude et la promotion des nouvelles formes d’écosystèmes favorables au développement économique et au bien-être social.

Sapiens fédère un large réseau d’experts issus de tous horizons, universitaires, avocats, chefs d’entreprise, entrepreneurs, hauts fonctionnaires, autour d’adhérents intéressés par le débat touchant aux grands enjeux actuels.

Plus d’informations sur <http://institutsapiens.fr>





Introduction

A l'heure où les technologies abolissent les frontières et concentrent le pouvoir économique entre les mains de quelques géants d'outre-Atlantique, les pays isolés semblent singulièrement impuissants. Que pèseront les 65 millions de Français face aux 3 milliards d'asiatiques lorsque la bataille pour le contrôle de l'intelligence artificielle et des fournisseurs de services intégrés fera rage ? L'Europe est aujourd'hui le premier marché commercial au monde. Elle est également l'échelon le plus pertinent pour affronter les mutations futures. Les prochaines échéances électorales européennes seront le moment-clé non seulement d'une prise de conscience de l'urgence européenne mais aussi de détermination des nouveaux chemins pour en parachever l'édification.

L'Institut Sapiens entame à partir du printemps 2018 un cycle de travaux visant à proposer des pistes d'amélioration concrètes pour l'Union Européenne s'appuyant sur un état des lieux des différents enjeux politiques, économiques et sociaux.

Notre première note propose une synthèse des enjeux politiques entourant les élections européennes de 2019.



L'Europe à la croisée des chemins

La prochaine élection du Parlement européen les 23-26 mai 2019 sera-t-elle un moment singulier pour l'Europe ? Tout le laisse à penser à la lumière des récents scrutins électoraux dans la plupart des pays européens. Deux courants politiques émergent, l'un souverainiste, l'autre progressiste européen, par-delà le clivage droite-gauche traditionnel. Ces forces opposées ne constituent pas à ce stade deux pôles suffisamment distincts qui structurent l'Europe politique. Elles sont toutefois suffisamment ascendantes pour que l'on se pose la question de savoir si elles ne peuvent pas constituer la base d'une recomposition politique majeure en Europe. Le futur Parlement européen penchera-t-il en faveur du camp « pro-intégration » ou « pro-identitaire » ? Peut-on imaginer une forme d'« implosion », un « chamboule-tout » de la structure traditionnelle du Parlement européen ? Les lignes vont-elles bouger ? Peut-on s'orienter vers un rassemblement « et de droite et de gauche » au niveau européen ? Existe-t-il une alternative à l'ALDE, le groupe centriste actuel ? A l'inverse, un rassemblement identitaire est-il possible au Parlement européen ?

Reconnaissons d'abord que l'«élection européenne» est souvent délaissée par les électeurs, tant les missions du Parlement européen apparaissent malheureusement souvent relativement éloignées des préoccupations des citoyens européens. Il faut dire que les partis traditionnels délaissent également cette élection, en y envoyant des

candidats sans panache, sans expertise européenne et dont le siège à Bruxelles semble être un maroquin politique faute de mieux en France. **L'abstention y est élevée et a atteint 57% en 2014**, ce qui peut manifester à la fois une certaine défiance à l'égard du politique quant à un scrutin perçu comme moins stratégique mais également, si on se replace au niveau national, l'expression d'un désaccord ou bien, au contraire, d'un soutien au pouvoir en place.

Il faut pourtant espérer que les Européens prennent conscience cette fois-ci de l'enjeu de ce scrutin. Car ce dernier se tient à un **moment politique particulier, plus de 60 ans après la signature du Traité de Rome et dans un contexte de montée des populismes partout en Europe**

Souverainisme versus progressisme

D'un côté, l'Europe a vu émerger un courant souverainiste puissant dans la plupart des Etats qui la constituent. Dans certains cas, ce courant est arrivé au pouvoir comme en Pologne, en République tchèque, en Hongrie, en Autriche et, dans une certaine mesure, en Italie. Il a conduit le Royaume-Uni à quitter l'Union européenne. Dans quasiment tous les autres Etats membres, une droite et/ou une gauche radicale(s) font des scores élevés, voire majoritaires, si l'on additionne leurs résultats respectifs. **De ce souverainisme naît une forme de populisme, de retour identitaire, voire de xénophobie et d'intolérance.** Une idéologie qui a le vent en poupe car elle est la seule à pouvoir proposer et structurer une offre politique complète, contrairement aux partis traditionnels qui n'ont plus de ligne claire.

De l'autre côté, un courant progressiste européen affirmé se dessine, mais uniquement incarné par le président français après l'échec cuisant des démocrates en Italie et la précarité de l'accord gouvernemental en Allemagne, qui tire d'ailleurs une partie de sa force, au moins initialement, d'une réaction à la montée en puissance du courant souverainiste. Le refus du populisme rassemble. **Ainsi se forme un socle d'idées autour d'une Europe plus forte mais aussi plus protectrice**, en faveur d'une forme relative de souveraineté européenne comme réponse à un souverainisme national (défense, lutte contre le terrorisme, protection des frontières, politique de migrations, intégration de la zone euro etc).

Un paysage politique en évolution au sein des Etats membres

Si l'image générale du paysage politique européen est pour l'instant encore très brouillée, il est possible d'émettre quelques premiers constats.

Du côté souverainiste, les forces en présence constituent un réel kaléidoscope puisque les droites et gauches radicales, mais aussi extrêmes, en forment l'ossature. **Le mouvement 5 étoiles**, premier parti politique en Italie, ni de gauche ni de droite, est un exemple de la difficulté à identifier un **corpus commun**. Il n'existe donc pas un rassemblement solide, mais une convergence de vues objective et suffisamment forte pour que des alliances se nouent sur des thèmes communs relatifs à la perte de souveraineté et d'identité des nations européennes.

Du côté progressiste européen, le potentiel pour un rassemblement effectif est encore flou. Et pourtant on pressent bien que les frontières deviennent de moins en moins délimitées. Une première digue est d'ores et déjà tombée en France avec l'élection d'Emmanuel Macron et la création d'une majorité **En Marche** qui rejette une identité droite/gauche et se situe clairement dans un progressisme européen. En Espagne, **Ciudadanos** ouvre de nouveaux horizons ; ce parti est d'ailleurs en tête dans certains sondages. En Allemagne, les **Sociaux-Démocrates** ont été en première ligne pour faire intégrer les propositions européennes d'Emmanuel Macron ; à tel point que le programme de la coalition s'inscrit clairement dans une forme de progressisme européen. En Italie, en revanche, **le parti Démocrate a échoué** dans son offre pro européenne.

Certes, ce ne sont là que des signaux encore faibles sur l'émergence d'une force progressiste. Mais il existe une certitude : en affirmant sa conviction, notamment à travers son discours de la Sorbonne, que l'avenir de l'Europe se situe dans un destin commun, Emmanuel Macron a fragilisé des digues anciennes dans le paysage politique européen. Car jusqu'ici, les partis de droite et de gauche modérés — conservateurs/centristes et sociaux-démocrates/socialistes — ont préféré s'affronter sur un terrain désormais trop ambigu : celui de l'affrontement droite/gauche. Leur positionnement européen a été moins visible au fur et à mesure qu'une partie de l'opinion publique a embrassé le discours souverainiste, qui a été le seul à toucher le plus grand nombre de citoyens en plaçant le régional et le social au cœur des débats tout en devenant de plus en plus méfiante à l'égard des partis politiques traditionnels. Pour ces partis, le temps des clarifications est venu : ils doivent se positionner

face au discours plus affirmatif d'Emmanuel Macron. Si les structures partisanes ne le font pas, on peut imaginer que des individualités s'expriment ou se détachent, en quelque sorte comme Emmanuel Macron a su le faire avant son élection.

En somme, il reste donc un an pour voir dans quelle mesure une recomposition politique peut s'accélérer. C'est là tout l'enjeu de ce scrutin.

Le cas particulier de la France après l'élection présidentielle de 2017

Le contexte politique particulier français n'est certes pas transposable dans les autres Etats membres. Mais la France elle-même est une illustration de la complexité actuelle de la situation. Les Français sont encore ambivalents : ils sont critiques sur leur attachement à l'Europe, mais demeurent attachés à l'euro. **Pour seulement 45% des Français, « l'appartenance à l'Union européenne est une bonne chose ».** L'addition du poids des partis ouvertement pro-européens en fait d'ailleurs la force minoritaire dans les sondages.

L'affrontement droite/gauche, au moins à ce stade de notre histoire, n'est pas un enjeu prioritaire, quelle que soit la résilience indéniable du clivage droite/gauche dans sa capacité à identifier les identités et appartences idéologiques des Français. En France, le score en tête d'Emmanuel Macron au premier tour a ouvert le champ à une nouvelle structuration autour d'une dimension « ouverture assumée / préférence identitaire » de nos choix (plus actuelle et moins idéologisante que « libéraux/conservateurs»). Et l'affaiblissement de nombre de partis politiques traditionnels français rend d'autant plus légitime cette dimension.

L'affrontement des idées a donc évolué, au moins temporairement, peut-être durablement s'il se cristallise. **Deux tendances s'opposent. L'une, ouverte, selon laquelle l'Europe est notre destin, la seule échelle politique pertinente dans un monde en mutation. L'autre, identitaire, selon laquelle la France est notre destin.** En somme, l'une plus mondialisante, l'autre plus populiste et repliée.

Cet affrontement a été celui du second tour de l'élection présidentielle. Les Français ont tranché, mais ils l'ont fait dans le contexte d'une figure présidentielle et du cadre binaire de la Vème République. L'élection européenne sera l'occasion de le faire dans un cadre pluriel. Plusieurs listes identitaires vont affronter un nombre (probablement moins important) de listes plus progressistes.

La persistance de résistances contre la recomposition du Parlement européen

Il ne fait aucun doute toutefois que de nombreuses résistances à cette recomposition existent, notamment de la part de structures établies.

A cet égard, le vote du Parlement européen contre la constitution de listes transnationales en est une parfaite illustration. La création d'une « circonscription européenne », que prônent certains depuis de nombreuses années, apparaissait comme un moyen de favoriser l'intégration politique au sein de l'Union. Pourtant, les conservateurs du PPE, qui ont fait pencher la balance en faveur du rejet, ont fait le choix du conservatisme. Ce vote tient en quelque sorte de l' « **ancien monde** », de la préservation d'un modèle traditionnel.

Or les listes transnationales, qui ne verront pas le jour avant au mieux le scrutin suivant, en 2024, auraient pu constituer un vrai bouleversement en proposant une liste unique à travers toute l'Europe de candidats européens. De Prague à Madrid, de Stockholm à Rome, les Européens auraient voté pour les mêmes candidats et une vision commune. On perçoit bien la modification en profondeur qu'une telle configuration aurait pu apporter.

Compte tenu de ce rejet, il aurait été paradoxalement contre-productif d'imaginer que la figure du groupe politique arrivé en tête puisse accéder automatiquement au poste de Président de la Commission (procédure dite du Spitzenkandidat). Car pour faire bouger les lignes, dépasser les inerties, le maintien d'un minimum de souplesse est nécessaire, dans le respect naturellement du vote des Européens.

Nul ne sait quel sera le poids des courants souverainistes et progressistes dans le prochain Parlement européen. Et dans une configuration où ce poids est majeur, le potentiel d'une recomposition, y compris à l'issue des élections, doit être préservé.

Des incertitudes face à une possible recomposition politique

On le voit, avec les résistances, émergent aussi les incertitudes. Le paysage politique européen actuel suscite de nombreuses questions.

La possibilité d'une recomposition au sein d'un mouvement central avec les parlementaires élus qui le souhaitent repose sur des inconnus. Peut-on imaginer un député allemand du SPD ou du Parti Démocrate italien ne pas adhérer au groupe parlementaire S&D (i.e. social-démocrate), et ne pas respecter une forme de discipline de liste après l'élection ? A l'inverse, ce même député ne ferait-il pas ce choix si les recompositions des députés de tendances très diverses se rassemblent pour constituer une majorité à tendance souverainiste ?

L'inconvénient de cette option pourrait être son manque de clarté, qui peut rapidement déraper vers une image de combinazione.

Il reste que se posera également la question du besoin d'une figure européenne qui devra émerger en tant que Président de la Commission élu par le Parlement, sans être le produit d'arrangements peu transparents.

Pas d'opposition trop binaire

Opposer de façon binaire souverainistes et progressistes européens est évidemment réducteur. Et c'est aussi une difficulté à surmonter.

Les progressistes européens ne sont pas nécessairement fédéralistes. Les propositions d'Emmanuel Macron, par exemple, ne relèvent pas d'un européisme béat.

Les souverainistes sont eux-mêmes divisés entre ceux, peu nombreux en fin de compte, qui veulent revenir à une monnaie nationale et d'autres plus attachés à remettre en cause des pans de la liberté de circulation des personnes (comme l'espace Schengen).

Etablir un programme clair pour les progressistes européens

Dans un tel contexte, le camp progressiste va devoir conduire une campagne réaliste et raisonnée. Il va lui falloir à la fois rassurer et faire rêver. **Son programme devra être « en même temps » protecteur et ambitieux.**

Le président Macron n'a pas hésité à dresser le 7 septembre 2017 à Athènes un constat sombre, selon lequel la démocratie et la confiance en Europe étaient aujourd'hui « en danger ». « *Si la crise grecque peut être considérée comme un échec de l'Union, la préservation des idéaux européens de justice et de liberté ainsi que la nécessaire constitution d'un espace plus grand et*

plus fort que les simples nations appellent à un sursaut collectif, indispensable à la refondation de l'Europe », a-t-il ajouté. A la Sorbonne, quelques semaines plus tard, il en a tracé ses propres grandes orientations.

En somme, face au projet identitaire, doit se développer un projet européen fondé sur la construction d'une « **souveraineté européenne** » qui n'est ni fédéraliste ni clivante. Elle peut se fonder sur quelques grands principes :

- *Geler tout élargissement dans la prochaine mandature, c'est-à-dire tant que la confiance en l'Europe n'est pas entièrement restaurée. En ce sens, la question de la Turquie doit être tranchée, comme l'a fait Emmanuel Macron. En parallèle, l'Union doit continuer de négocier et conclure des accords de coopération et de libre-échange avec les autres Etats européens ;*
- *Accepter le principe d'une Europe à plusieurs vitesses, comme par exemple le développement d'institutions propres à la zone euro qui pourraient ainsi poser les bases d'un véritable budget européen ainsi que d'une fiscalité propre ;*
- *Poursuivre la procédure d'harmonisation fiscale et sociale entrepise par les derniers traités européens en mettant par exemple en place un corridor fiscal et social vers lequel les Etats doivent converger d'ici à la fin de la prochaine mandature (sur le modèle de la TVA), sur le modèle de ce qui est fait aujourd'hui dans le cadre du semestre européen ;*
- *Initier également en parallèle un rapprochement du droit des affaires au bénéfice en particulier des PME européennes ;*
- *Ne pas opposer intégration européenne et inter gouvernementalisme ;*
- *Le leadership doit aussi et d'abord venir des Chefs d'Etat. La Commission européenne est trop souvent le « gardien du temple », adoptant une position défensive et une vision au total conservatrice.*

Sur quatre grands sujets en particulier, il s'agira de faire comprendre que la seule protection efficace est celle des frontières européennes. Autrement dit que l'espace national n'est plus optimal pour protéger les citoyens. Ces sujets seront probablement les plus clivant au cours de l'élection :

- *Le numérique ;*
- *La défense ;*
- *La sécurité et les migrations ;*
- *L'intégration économique protectrice, et donc sociale.*

Les consultations citoyennes, une étape nécessaire

Enfin, l'Union européenne reste fondamentalement éloignée des citoyens, et la montée des nationalismes et des mouvements identitaires se nourrit aussi de cet éloignement. Là aussi, certaines initiatives symboliques devraient être engagées avec pour objectif de parler aux citoyens et de « sortir du cadre traditionnel » que l'Europe connaît aujourd'hui.

Cette Europe du quotidien doit s'incarner par l'éducation, la culture et la jeunesse. Elle doit être plus transparente et démocratique.

Les consultations citoyennes qui ont débuté au mois d'avril sont une formidable occasion de placer les citoyens au cœur de la réinvention du projet européen. L'Europe doit être une réalité quotidienne pour les citoyens de l'Union européenne, c'est le gage de sa légitimité et de son efficacité.

Remettre l'Europe du quotidien au cœur des débats

Il serait aussi en parallèle essentiel de viser quelques propositions symboliques transeuropéennes et revenir sur ce que la construction apporte concrètement par des exemples du quotidien, qui puissent contribuer à rapprocher l'Europe et les citoyens. Il existe en effet un risque significatif, pour l'électorat eurosceptique, d'un débat uniquement centré sur les questions économiques et financières et sur la gouvernance de l'Union. Il faudra alors avoir le courage d'aller sur des sujets qui ont été abandonnés aux extrêmes depuis bien trop longtemps. Les adversaires de l'Europe, surtout aux extrêmes mais pas seulement, risquent alors de poser à nouveau les termes du débat, à l'image des précédents scrutins européens.

Ces mesures à forte portée symbolique, dans des domaines comme la sécurité, l'innovation ou l'identité culturelle de l'Europe, seraient ainsi précieuses. Force est de constater que, aussi injuste que cela puisse paraître, à part l'euro, Erasmus est sans doute, avec Airbus et ArianeSpace, la seule réalisation qui a eu un rapport médiatique efficace auprès des citoyens de l'Europe de ces trente dernières années, connue de la plupart des citoyens européens. Eureka s'estompe dans la mémoire collective, de même que des initiatives populaires comme la Brigade franco-allemande.

La voie habituelle, qui consiste en des réformes institutionnelles rajoutant de la complexité, des avancées techniques ou juridiques utiles mais de moins en moins lisibles, ne suffira pas. Il faudra également résoudre

quelques problèmes démocratiques persistants, comme le fonctionnement souvent « hors-sol » d'une partie des services de la Commission et certaines dérives de la CJUE. Cela ne pourra avoir qu'un impact positif sur l'opinion des citoyens européens quant à l'Union.

S'engager pour plus de transparence au sein de la Commission

Un des reproches souvent formulés par les anti-européens est le manque de légitimité de la Commission Européenne, qui n'est pas élue par le suffrage universel mais qui impose tout de même une feuille de route budgétaire et programmatique aux états membres dans le cadre du semestre européen.

A cela s'ajoute de nombreux scandales qui ont ébranlé l'exécutif européen ces dernières années et qui ont fait fondre la confiance des citoyens européens envers cette institution. Citons par exemple l'affaire Barroso - Goldman Sachs ou encore dernièrement le *Selmayr Gate*, la nomination très contestée le 21 février dernier du chef de cabinet de Juncker au poste de Secrétaire général adjoint puis de Secrétaire général de la Commission en moins de 10 minutes grâce au retrait express des autres candidatures. Tout cela n'est pas de nature à rendre de la confiance envers les institutions dans un contexte de défiance généralisée entre les citoyens et la classe politique.

A ce titre, la prochaine mandature devra s'engager sur de nombreuses mesures de transparence et de pédagogie auprès de l'opinion publique. Tout d'abord en expliquant concrètement et clairement le fonctionnement du semestre européen et le rôle consultatif que possède la Commission Européenne dans le programme de réforme de chaque Etat. Ensuite en prônant une exemplarité forte et un exercice du pouvoir exempt de tout reproche. Enfin, en se dotant d'un président charismatique, disposant d'une véritable ambition européenne, d'un projet et d'un mandat clair et identifiable.

Un scénario à l'américaine ?

Nul ne peut prédire avec certitude quelle sera la configuration du prochain Parlement européen. La complexité actuelle appelle à une lecture modeste. Il existe un autre scénario à l'américaine. Celui de l'émergence d'une droite forte face à un courant démocrate et social.

Deux courants majeurs pourraient alors s'opposer. Un courant Républicain trumpiste qui regrouperait la droite radicale, nationaliste et conservatrice, voire libérale, et s'accorderait sur un projet européen commun d'une part.

De l'autre, un courant Démocrate qui regrouperait les centres droit et gauche (y compris En Marche et Ciudadanos), socialistes et écologistes.

Quoiqu'il arrive, la perspective d'une Europe confrontée à de fortes secousses est bel et bien installée.

Que faudra-t-il inclure dans un programme européen ?

Exemples de thèmes/propositions :

- **Europe du quotidien**

Monnaie, éléments de citoyenneté, droits d'auteurs, internet, Erasmus, projets technologiques communs : ce qui peut rapprocher les Européens.

- **Sécurité, lutte contre le terrorisme, défense :**

Identification des problématiques du continent afin de mettre en place une stratégie militaire européenne ; liens avec les instances régionales et mondiales (OTAN et ONU).

Opportunité de mise en place d'OPEX communes (opérations extérieures).

- **Politique migratoire : mutualisation de la politique migratoire et répartition des réfugiés en Europe : jusqu'où aller ? (création d'une agence commune par exemple).**

- **Economie, innovation, numérique**

Révision de la politique européenne en matière de concurrence en encourageant davantage les investissements R&D permettant l'émergence de champions européens globaux, dans le secteur du numérique ou de l'intelligence artificielle.

Souveraineté économique, préservation de la souveraineté européenne face aux GAFA.

- **Social/Protection sociale**

Mise en place d'un corridor social pour encourager la convergence européenne.

Création d'une assurance chômage européenne permettant de mutualiser un risque commun sur le territoire européen.

- **Education**

Sortie des investissements éducatifs (éducation nationale + enseignement supérieur) des critères de Maastricht.

Déploiement d'un ERASMUS des lycéens.

- **Intégration de la zone euro**

Mise en place d'un Fonds Monétaire Européen, poursuite de l'intégration bancaire et financière, création d'un budget commun, mise en place d'un corridor fiscal.

Rapprochement du droit des affaires au bénéfice en particulier des PME.

Gouvernance plus proche des citoyens.

- **Gouvernance**

Où mettre le curseur dans le passage de la règle de la majorité en lieu et place de l'unanimité dans la prise de décision communautaire ?

Travaux de la Commission Européenne : quelle transparence possible ? Efficacité, rapidité d'exécution : UE vs intergouvernemental.

UE à 27 vs coopérations renforcées.

- **L'après-Brexit**

Quels sont les fondamentaux (valeurs, marché unique/union douanière, régulations communes...) qui comptent ?

Le groupe de travail Europe, composé des experts de l'Institut Sapiens sur le sujet, présentera dans les prochains mois ses propositions concrètes sur ces sujets.

